

La Suisse manque toujours plus de bébés

DÉMOGRAPHIE Alors que la grande majorité des jeunes veulent des enfants, le taux de natalité atteint un seuil historiquement bas. Selon les experts, une politique familiale au niveau national permettrait de renverser cette tendance

AÏNA SKJELLAUG
@SkjellaugAina

On observe depuis des décennies en Suisse que les femmes ont moins d'enfants que ce qu'elles souhaitaient étant jeunes. Aujourd'hui encore, fonder une famille fait partie du projet de vie de la grande majorité des jeunes. Un quart d'entre eux désirent avoir trois enfants ou plus, selon l'Office fédéral de la statistique (OFSP). Dans l'ensemble, les jeunes femmes et les jeunes hommes espèrent en moyenne avoir 2,2 enfants. Ce chiffre correspond au taux de naissance qui serait nécessaire pour maintenir la population à son niveau actuel à long terme. Mais depuis des décennies, le taux réel est inférieur: il s'établit aujourd'hui au chiffre historiquement bas de 1,3 enfant par femme.

«Il y a urgence à agir», alerte Philippe Gnaegi, directeur de Pro Familia. «Notre société ne se renouvelle plus, avec toutes les conséquences que le vieillissement démographique entraîne en matière sociale et économique». Les causes de la baisse de fécondité sont multiples: aspects financiers, environnement international, peur de l'avenir, manque de conditions-cadres pour faciliter la conciliation «travail-famille». Mais il est évident pour Pro Familia qu'une politique familiale efficace aurait des incidences sur le taux de fécondité. Par la mise à disposition de plus de structures d'accueil à des tarifs plus abordables et par l'introduction d'un congé parental.

Parmi les derniers de classe

«Les entreprises ont aussi un rôle central à jouer, en offrant davantage de flexibilité aux parents dans la conciliation de leurs vies professionnelles et familiales. Mais pour envisager une inflexion de la dynamique, il faut surtout revaloriser la place de la famille, des parents et des enfants dans la société», souligne Philippe Gnaegi.

En Suisse, on constate un vide relatif en matière de politiques familiales, en particulier celles destinées à aider les parents à concilier travail et famille. Les statistiques de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), comparant les pays européens, les Etats-Unis



La Suisse arrive en dernière position des 33 pays de l'OCDE en matière de dépenses publiques pour les enfants de 0 à 5 ans (ÉCOQUARTIER D'ARTAMIS, GENÈVE, 20 SEPTEMBRE 2021/ EDDY MOTTAZ/ LE TEMPS)

et le Canada, indiquent que la Suisse est en queue de peloton en termes de soutien financier aux familles, par le biais de subsides et de réductions d'impôts. Elle arrive en dernière position des 33 pays de l'OCDE en matière de dépenses publiques pour les enfants de zéro à 5 ans et en dernière position en ce qui concerne le nombre de semaines payées et protégées de la perte d'emploi après une naissance. Elle apparaît également en avant-dernière position, juste avant la Grèce, en ce qui concerne les dépenses publiques pour la garde préscolaire.

Ces indicateurs très défavorables doivent être relativisés, puisque l'essentiel des efforts est assuré au niveau cantonal et n'est donc pas mesuré dans ces indicateurs. Les cantons urbains offrent des possibilités de garde extra-familiale beaucoup plus développées, mais contrairement aux pays anglo-saxons, l'offre privée de garde est peu présente et extrêmement chère en Suisse, du fait du coût élevé de la main-d'œuvre.

«Un couple disposant d'un revenu moyen doit dépenser en Suisse entre le tiers et la moitié d'un salaire pour payer l'accueil extra-familial de deux enfants», relève un document de l'Unicef relatif. «Il est donc souvent plus coûteux pour le ménage que la mère travaille plutôt qu'elle s'occupe de ses enfants, malgré la perte d'un salaire supplémentaire que ce dernier cas de figure implique», conclut un rapport du Fonds national suisse sur la diversité des familles et le bien-être en Suisse.

Charge mentale

Le canton de Vaud fait office de bon élève avec un taux de couverture d'accueil préscolaire de 31,4%, dont 24,6% assurés par les structures subventionnées. Alors que le taux de couverture théorique suffisant pour la conciliation est, en moyenne et au niveau cantonal, de 40%. Le taux de couverture parascolaire, pour accueillir les enfants en dehors des heures et jours d'école est de 16,8%, dont 15,8% assurés par les

structures subventionnées. Selon les communes, le taux d'accueil varie considérablement: 10% à Sainte-Croix contre plus de 50% à Nyon.

«Vaud apparaît comme le meilleur canton suisse dans l'accueil des enfants»

LAURIE WILLOMMET, CONSEILLÈRE MUNICIPALE A VEVEY (PS)

A Vevey, la municipale Laurie Willommet s'occupe de ces questions, elle est par ailleurs présidente de la faïtière des réseaux d'accueil de jour des enfants. Pour elle, le manque de places en crèches met une pression intolérable sur les femmes qui doivent souvent annoncer leur grossesse aux structures avant même d'en parler à leur famille. «Le but à

atteindre, c'est la garantie d'une place d'accueil par enfant, comme on le fait pour l'école. Cela enlèverait une charge mentale aux femmes et encouragerait la natalité. On doit également offrir plus de flexibilité aux familles: aujourd'hui, si les deux parents ne travaillent pas à 100%, il est encore difficile de placer leur enfant».

L'autre bataille, ce sont les coûts. «Vaud apparaît comme le meilleur canton suisse dans l'accueil des enfants, mais le système financier doit être revu: 40% des frais incombent aux parents, ce qui peut vite faire des sommes phénoménales, les communes supportent elles aussi beaucoup et ça ne peut pas durer. Il s'agit d'avoir enfin une prise en charge de la politique familiale par la Confédération».

Si la Suisse se situe parmi les pays au monde ayant les indices de niveau de vie et de satisfaction les plus élevés, avec des infrastructures publiques de qualité, elle reste un pays où il est manifestement difficile de faire

famille. Ce sont le plus souvent les femmes au bénéfice d'un niveau de formation élevé qui ne parviennent pas à réaliser leur souhait initial de fonder une famille en raison de la difficulté à concilier les tâches familiales et une carrière professionnelle, relève l'OFSP.

Sous la coupole fédérale, la question n'a jamais été une priorité, déplore la présidente des Vert-e-s Lisa Mazzone. «Il n'existe pas de véritable politique familiale au niveau fédéral, la majorité estime que ce n'est pas un thème suffisamment digne d'intérêt et, du coup, d'investissement».

L'indispensable congé parental

L'ancienne sénatrice appelle au lancement d'une initiative populaire pour un congé parental national paritaire entre les parents. Les alliances qui soutiendront ce projet sont en train d'être créées, le nombre de semaines est en discussion. «On dit qu'il faut tout un village pour élever un enfant: aujourd'hui qu'est-ce qu'on met en place en Suisse pour accueillir un enfant, qu'offre-t-on aux familles pour qu'elles puissent concilier vies professionnelles et familiales? Peu de choses en comparaison européenne».

Pour l'écologiste, le congé parental est une pièce maîtresse de ces politiques, car c'est au moment de l'arrivée d'un enfant qu'on cimente la répartition traditionnelle des rôles. «Trop souvent on entre dans la parentalité en étant un couple moderne, et on en ressort en famille traditionnelle, se désolent Lisa Mazzone. La maternité constitue fréquemment une césure dans le parcours professionnel des femmes en Suisse, avec une baisse importante du temps de travail, ce qui pénalise financièrement jusqu'à la retraite. On ramène cela à des questions privées alors que les conditions dans lesquelles on peut ou non faire ces choix personnels concernent l'entier de la société».

Le canton de Genève a accepté dans les urnes un congé parental de 24 semaines l'année dernière. La modification de la constitution genevoise ne rendra pour autant pas la mise en place de ce congé obligatoire pour les employeurs du secteur privé. ■

«Aucune des associations d'aide au suicide n'utilisera la capsule Sarco»

FIN DE VIE Un dispositif destiné à provoquer la mort par asphyxie à l'azote serait sur le point d'être utilisé en Suisse. Pour l'association Exit, cela ne correspond pas à une demande de la population

La Suisse, qui vit des heures sereines avec sa pratique de suicide assisté, a été bouleversée ces derniers jours par l'annonce d'une «capsule suicide», prête à entrer sur le marché. «Sarco» – pour «sarcophage» – est une boîte au design futuriste qui permet à une personne de se suicider sans aide extérieure, conçue par l'activiste australien controversé Philip Nitschke. L'intérieur recèle un bouton que l'utilisateur actionne pour inonder l'espace d'azote. La substance, lorsqu'elle se répand, provoque peu à peu un manque d'oxygène, qui conduit à la perte de conscience, puis à la mort.

Comment les associations d'aide au suicide considèrent-elles la venue de cet ovni dans leur monde aujourd'hui si bien

toléré par la population suisse? Jean-Jacques Bise, coprésident d'Exit, qualifie cette proposition de «surréaliste».

Pensez-vous que des associations suisses d'aide au suicide pourraient être intéressées par l'utilisation de cette capsule Sarco? Je viens d'en parler avec le responsable de Dignitas en Suisse allemande. La question ne se pose même pas. Aucune association d'aide à mourir dans la dignité n'utilisera cette capsule. Il faut voir ce que l'on vit lorsqu'on accompagne une personne qui meurt avec notre soutien, accompagnée de sa famille, de ses proches qui lui tiennent la main, il y a une humanité qui est loin d'exister avec cet engin surréaliste.

Est-ce que cela risque de faire du tort à la politique du suicide assisté en Suisse? Non, notre légitimité est reconnue. A Genève, le peuple vient de refuser à plus de 75% une abrogation de la loi qui oblige les institutions d'accepter Exit dans leurs murs.



«Affirmer que c'est le moyen le plus humain de s'en aller paraît complètement fou»

JEAN-JACQUES BISE, COPRÉSIDENT D'EXIT

Il y a deux ans, en Valais, 75% de la population a accepté une loi similaire. Ce qu'il pourrait par contre se passer, c'est que la seule disposition sur le suicide assisté

dans le droit suisse à l'heure actuelle, à savoir l'article 115 du Code pénal, ne suffise plus pour réglementer notre activité. Elle énonce simplement qu'il faut que la personne qui se suicide soit capable de discernement, fasse le dernier geste, et que la personne qui l'accompagne soit dénuée de tout motif égoïste. Des politiciens pourraient vouloir légiférer au niveau fédéral si Philip Nitschke utilise sa capsule en Suisse.

Selon vous, cet inventeur et auteur de l'ouvrage «The Peaceful Pill», dans lequel il donne des conseils pratiques sur le suicide, pourrait dès ce mois-ci, comme il l'affirme, utiliser son dispositif? Je ne pense pas, non. Lui et sa compagne cherchent à faire du buzz, mais ils pourraient sans doute être condamnés pour l'utilisation de cet instrument qu'ils qualifient de «médical». Philip Nitschke n'a aucun lien avec la Suisse, aucune implantation. De plus, cela ne correspond pas aux attentes de la population qui cherche à mourir dignement. Affirmer, comme il le fait, que c'est

le moyen le plus humain de s'en aller, paraît complètement fou.

Pourtant, la Suisse est libérale sur cette question, et le climat autour du suicide assisté est très serein... C'est le pays le plus libéral au monde. La question qui nous intéresse particulièrement aujourd'hui est liée à la problématique des démences, en lien avec la sénilité. De très nombreuses personnes ne comprennent pas qu'il faut être capable de discernement au moment où elles mettent fin à leurs jours. Exit a demandé un avis de droit, pour voir comment il serait possible d'introduire des «demandes anticipées» d'assistance au suicide.

Il serait ainsi possible à une personne à qui l'on diagnostique une maladie dégénérative qui pourrait se terminer par une démence, de rédiger une demande avec des conditions qui, si elles sont remplies, permettraient de mettre fin à sa vie alors même qu'elle n'est plus capable de discernement. C'est un débat à venir passionnant et nécessaire. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR A. SK